

Pétrole et gaz

Voilà, à mon sens, ce qui se passe. Je ne crois pas que quiconque doute que nous devions établir une commission nationale de l'énergie pour se rendre sur place et y acheter du pétrole si ce sont les conditions qu'imposent le Venezuela ou tout autre pays.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je me fiche du nom, du moment qu'ils seront satisfaits, et je crois que les Vénézuéliens s'en fichent également. Ils vendront à cet organisme le pétrole qu'ils ont et qui pourra ensuite être offert aux organismes de distribution au pays. La principale chose que je veux signaler au ministre, c'est qu'il doit agir maintenant. Qu'il n'attende pas au printemps prochain quand les cris se feront entendre des régions éloignées des zones principales.

C'est une demande simple. Je sais que, s'il prend des mesures dans ce sens, le NPD l'appuiera. Je sais que tous les partis à la Chambre l'appuieront de chercher à nous assurer un approvisionnement de pétrole suffisant pour répondre à nos besoins. En fait, il est rare qu'une journée se passe sans qu'on ait des nouvelles à ce sujet par le téléphone arabe dont se servent ceux qui vendent du pétrole dans le monde entier ou ceux qui ont du pétrole à vendre. Si les sociétés existantes préfèrent utiliser leurs propres sources d'approvisionnement et ne s'intéressent pas à ce pétrole, ce nouvel organisme de l'énergie pourrait peut-être, s'y intéresser. Mais il ne faudrait pas que ces questions nous divisent. Si le ministre a des difficultés avec ses collègues, il a une responsabilité envers lui-même et envers le peuple canadien—celle de démissionner avec des explications.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): D'après ce qu'on a dit ici ce soir, je serais porté à croire que le gouverneur général sait qu'il y a à la Chambre suffisamment de gens pour former un gouvernement capable de faire les choses dont je parle. Qu'on comprenne bien que si les gens de notre pays courent le risque de geler cet hiver, car c'est un risque qu'ils courent—nous allons unir nos efforts.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles a demandé si nous allons manquer de pétrole et de quelle quantité. Il ne m'en voudra pas, je pense, si je lui réponds que ceux qui s'imaginent qu'il n'y aura pas de pénurie ne savent pas de quoi ils parlent. Tout porte à croire qu'il y aura pénurie. Étant donné que 25 p. 100 de notre pétrole nous vient du Moyen-Orient et que nous pouvons croire que les pays arabes lorsqu'ils disent qu'ils réduiront leurs approvisionnements de 25 p. 100, cela veut dire que nous allons perdre au moins 50,000 barils par jour et même plus si les approvisionnements sont réduits de 30 p. 100 un mois après.

Je pense que nous devrions aller vérifier par nous-mêmes si nous aurons bien du pétrole. Les pays de l'OCDE ont conclu un accord au début du printemps dernier pour partager le pétrole disponible. Toutefois, nous avons tous remarqué, en février et en mars, que quatre des pays européens intéressés avaient conclu un marché avec la Libye. Nous avons également remarqué que les États-Unis étaient allés au Venezuela il y a cinq mois. C'est à ce moment-là que nous aurions dû protéger les intérêts des Canadiens. Je tiens seulement à faire remarquer qu'une fois que nous aurons établi quelle sera la demande, nous pourrons y répondre en achetant, si possible, du pétrole outre-mer et je crois qu'il y a 90 p. 100 de chances pour que nous le puissions. Sinon, nous pouvons toujours recourir à

nos sources de l'Ouest, à condition d'en finir avec cette confrontation politique désastreuse dont nous avons été témoins.

Croyez-moi, ceux d'entre nous qui viennent des régions productrices ne sont pas des citoyens pauvres. Si l'on nous demande de sacrifier nos prix, dites-nous quelles sont les conditions et nous serons à la hauteur de la situation. Mais qu'on nous traite comme des êtres humains avec qui on peut dialoguer et à qui on peut faire confiance.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je ne veux pas trop insister là-dessus parce que j'espère que les déclarations que bien des gens ont écrites ou prononcées depuis quatre ou cinq jours seront oubliées le plus vite possible et que nous pourrons, à titre de Canadiens, nous entendre et accomplir la tâche qu'on nous a confiée. Mais je conseille au ministre, quand il rencontrera ses collègues le 23 novembre, de leur faire comprendre qu'une pénurie est imminente en dépit de tous nos efforts—et je ne dis pas qu'il y aura nécessairement une pénurie si on prend certaines mesures. Il devrait être en mesure de leur dire que l'on a entrepris de faire l'inventaire de tous les camions-citernes dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique de tous les wagons-citernes au Canada, et que l'on a dressé des plans pour les mobiliser advenant une pénurie cet hiver. Supposons que pendant sept jours, une tempête fasse rage en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve ou dans une région du Québec ou de l'Ontario. Les gens touchés devraient savoir que quelque part au Canada, on est prêt à intervenir pour leur éviter de geler dans leurs maisons.

Je voudrais dire quelques mots de l'entreposage. Je sais que dans beaucoup d'endroits de l'Est, des réservoirs sont maintenant vides. J'aimerais que le gouvernement dise aux ministres des provinces qui ont le pouvoir d'intervenir en l'occurrence, de repérer ces réservoirs vides et de faire en sorte qu'on les remplisse avant les froids du temps des fêtes. J'aimerais que le ministre des Finances (M. Turner) prenne la parole ici demain et promette un amortissement accéléré, le même qu'il a accordé aux grosses entreprises, à quiconque entreprendrait d'agrandir ses installations d'entreposage. Après tout, le ministre n'a pas tardé à imposer une taxe à l'exportation qui affecte directement les revenus de l'Alberta. S'il le faisait, l'espace supplémentaire serait constitué et pourrait nous servir non seulement cet hiver, mais aussi l'hiver prochain.

Je voudrais aussi dire un mot sur la conservation de l'énergie. J'ai sous les yeux un dossier volumineux sur tous les moyens d'épargner de l'énergie. Par exemple, en dépit de toutes les innovations dues au Conseil national de recherches, l'isolation des maisons laisse beaucoup à désirer. Il y aurait moyen d'épargner 20 p. 100 du fuel dans tous les foyers canadiens. Pareillement, il serait possible d'épargner beaucoup d'essence en modifiant nos habitudes au volant. En roulant à plus de cinquante milles à l'heure, on dépense 20 p. 100 de plus de carburant. Demandons aux provinces d'imposer un maximum de 50 milles à l'heure sur nos routes glacées, cet hiver. On pourrait prendre bien d'autres mesures semblables. Le député de Saint-Jean-Lancaster (M. Bell), sauf erreur, a proposé, par exemple, la semaine dernière qu'on éteigne les lumières dans les immeubles abritant les bureaux du gouvernement afin de donner l'exemple.